

**Fonds de gestion des cotisations obligatoires de l'artisanat A.s.b.l.
2, circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
FONGECO**

STATUTS

Dénomination, Siège, Durée

Article 1er :

Il est créé une association sans but lucratif chargée d'assurer la gestion des cotisations obligatoires au profit des Centres de Compétences Génie Technique du Bâtiment (GTB) et Parachèvement (PAR) selon les dispositions régies par les dispositions légales reprises au sein de

- 1) l'Article 165-1, Chapitre V., du Code du Travail concernant les accords en matière de dialogue social interprofessionnel ;
- 2) l'Accord interprofessionnel du 3 juillet 2015 conclu entre la Fédération des Artisans et les syndicats OGBL et LCGB en matière de formation professionnelle continue ;
- 3) le Règlement grand-ducal du 1^{er} novembre 2015 portant déclaration d'obligation générale de l'accord interprofessionnel en matière de formation continue sectorielle conclu entre la Fédération des Artisans, d'une part, et les syndicats OGB-L et LCGB d'autre part (Mémorial A, no. 215 du 13 novembre 2015, page 4696).

L'association prend la dénomination de « Fonds de gestion des cotisations obligatoires de l'artisanat A.s.b.l. (FONGECO) », ci-après « le Fonds ».

Article 2 :

Le siège social du Fonds est établi à Luxembourg, 2 Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité par simple décision de l'assemblée générale.

Article 3 :

Le Fonds est constitué pour une durée illimitée. Il pourra être dissout à tout moment suivant les dispositions légales.

Objet

Article 4 :

Le Fonds a pour objet d'assurer :

- A) la perception et le recouvrement des cotisations obligatoires au profit des Centres de Compétences Génie Technique du Bâtiment (GTB) et Parachèvement (PAR), notamment en:
 - établissant et en maintenant à jour une base de données des entreprises concernées sur base de leur autorisation d'établissement ;
 - prélevant les cotisations;
- B) la gestion financière et administrative de ces cotisations selon les dispositions légales prévues à cet effet et selon les règles de l'art ;
- C) le financement des Centres de Compétences Génie Technique du Bâtiment (GTB) et Parachèvement (PAR) en réglant notamment les factures relatives à l'objet social de ces derniers

et émises par eux.

Le Fonds est expressément habilité à cautionner la Fédération des Artisans asbl et la FDA IMMO SA dans leurs démarches liées au financement des infrastructures dédiées à la réalisation de l'objectif social des Centres de Compétences de l'Artisanat.

Ces attributions pourront le cas échéant être modifiées, étendues ou amendées suivant les décisions de l'assemblée générale du Fonds dans le but de les préciser ou de les adapter aux réalités du terrain selon la volonté des parties sans que ceci ne nécessite la conclusion d'un nouvel accord interprofessionnel. Dans ce cas, les modifications statutaires y relatives engageront les parties du présent accord.

Le Fonds pourra par ailleurs accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet, de façon à en faciliter l'accomplissement.

Membres

Article 5 :

Le Fonds compte deux types de membres, à savoir des membres effectifs et des membres adhérents.

Article 6 :

Sont membres **effectifs** toutes les parties signataires des présents statuts, à savoir :

- La Fédération des Artisans asbl
- Le Centre de Compétences Génie Technique du Bâtiment GIE (GTB)
- Le Centre de Compétences Parachèvement GIE (PAR)

Dès que d'autres Centres de Compétences auront été mis en place ils pourront rejoindre le Fonds en qualité de membres effectifs. Le nombre des membres effectifs est illimité, il ne pourra être inférieur à trois.

Sont membres **adhérents** les associations ou fédérations affiliées à la Fédération des Artisans asbl et visées par l'accord interprofessionnel du 3 juillet 2015 conclu entre la Fédération des Artisans et les syndicats OGBL et LCGB en matière de formation professionnelle continue ou, le cas échéant, les représentations des métiers visés par l'accord précité et dont les associations ou fédérations professionnelles historiques respectives auraient disparu par le fait des absorptions, fusions et réorganisations des associations et fédérations depuis la signature de cet accord. Des associations ou fédérations professionnelles visées par des accords interprofessionnels à venir ou par d'autres instruments poursuivant le même but peuvent également devenir membres adhérents du Fonds.

Peut devenir membre adhérent du Fonds toute association professionnelle patronale actionnaire soit du Centre de Compétences Génie Technique du Bâtiment (GTB), soit du Centre de Compétences Parachèvement (PAR) et qui représente une activité professionnelle artisanale soumise à une obligation de cotisation.

Le Fonds peut accueillir d'autres associations professionnelles sous conditions que celles-ci soient également soumises à une obligation de cotisation.

La demande d'admission au Fonds est à adresser au conseil d'administration par lettre recommandée qui statuera sur cette demande sans obligation de justification de la décision finalement prise. La qualité de membre adhérent se gagne immédiatement après l'admission et le paiement de la cotisation.

Les membres effectifs et adhérents sont représentés par leurs présidents ou par toute autre

personne, nommée par eux.

Peut devenir membre **d'honneur** toute personne ou morale dont les mérites extraordinaires ou le soutien financier ou matériel justifieraient l'attribution de ce titre honorifique. Le conseil d'administration statue sur les cas individuels sans qu'une procédure formelle ne soit mise en place.

Article 7 :

La qualité de membre effectif ou adhérent se perd par la démission volontaire ou l'exclusion par l'assemblée générale pour motifs graves.

La démission est à adresser par lettre recommandée au président du conseil d'administration. Est réputé démissionnaire d'office le membre effectif ou adhérent qui, dans les 6 semaines suivant mise en demeure n'a pas payé sa cotisation.

L'exclusion d'un membre effectif ou adhérent ne peut être prononcée que par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix.

Le membre effectif ou adhérent démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations qu'il a versées.

Cotisations, recettes

Article 8 :

La cotisation des membres effectifs et adhérents est fixée annuellement par l'assemblée générale. Elle ne peut dépasser le montant de 250,- EUR (deux cent cinquante euros) indice 100. La cotisation est due pour l'exercice entier nonobstant la date d'admission effective.

Article 9 :

Les revenus du Fonds sont générés par

- les cotisations obligatoires ;
- les dons, legs, subsides, successions ou libéralités entre vifs et testamentaires dont il serait bénéficiaire ;
- les revenus qu'il saurait générer par ses activités de gestion des cotisations obligatoires.

Organes

Assemblée générale

Article 10 :

L'assemblée générale se réunit chaque année et au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice social précédent.

Elle est convoquée par simple lettre circulaire par le conseil d'administration avec communication de l'ordre du jour au moins deux semaines avant la date de la réunion.

Tous les membres effectifs, adhérents ou d'honneur peuvent assister à cette assemblée générale, seuls les membres effectifs y ont toutefois le droit de vote.

Article 11 :

Des assemblées générales extraordinaires peuvent également être convoquées pour autant que de besoin en respectant le même délai.

Une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée dans les deux semaines lorsqu'un

membre effectif ou un cinquième des membres adhérents en fait la demande.

Article 12 :

L'assemblée générale délibère valablement sur tous les points qui sont de sa compétence légale. Il lui appartient notamment :

- d'élire le conseil d'administration et son président;
- d'arrêter les comptes et de fixer les budgets.

Article 13 :

Toute proposition signée par un membre effectif ou un cinquième des membres adhérents doit être portée à l'ordre du jour pour délibération.

Article 14 :

L'assemblée générale délibère et décide valablement si plus de la moitié des membres effectifs sont présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint il sera convoqué endéans trois semaines au plus tôt et en respectant les délais de convocation de deux semaines une seconde assemblée générale qui délibère et décide quel que soit le nombre de membres effectifs présents ou représentés.

Article 15 :

Le Fonds constitue l'organe de gestion central du système de cotisation obligatoire mis en place par l'accord interprofessionnel qui est à la base de la création du Fonds.

Les votes se font à main levée pour chaque membre sauf si des personnes sont directement visées par le vote en question auquel cas il est procédé au scrutin secret.

Article 16 :

Chaque membre peut donner procuration à un autre membre de voter pour lui et en son nom. La procuration ne vaut que pour une seule assemblée générale. Aucun membre ne peut représenter plus d'un membre.

Article 17 :

Les assemblées générales sont présidées par le président de l'association ou, à défaut, par un administrateur désigné à cette fin par le conseil d'administration, assisté d'un scrutateur et d'un secrétaire, composant le Bureau de l'assemblée générale.

Article 18 :

Les délibérations et décisions des assemblées générales sont actées dans un rapport et conservées dans un registre détenu par le secrétariat que chaque membre peut consulter au siège social de l'association. Après approbation par les membres endéans un délai à fixer par le Bureau de l'assemblée générale, les rapports doivent être signés par le président du Bureau.

Conseil d'administration

Article 19 :

Le Fonds est administré et représenté dans toutes les affaires civiles et administratives par un conseil d'administration qui possède les pouvoirs les plus étendus. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Le conseil d'administration est composé d'un représentant par membre effectif et par membre adhérent au minimum.

La présidence n'a pas de voix prépondérante.



La durée du mandat des membres du conseil d'administration est de trois ans.

Les votes se font à main levée pour chaque membre sauf si des personnes sont directement visées par le vote en question auquel cas il est procédé au scrutin secret.

Article 20 :

Les membres du conseil d'administration sont nommés par l'assemblée générale sur proposition individuelle de chaque membre effectif. Les membres effectifs sont libres de révoquer les administrateurs. En cas de départ d'un administrateur pour quelque raison que ce soit, le membre effectif qui avait présenté sa candidature, présentera un nouveau candidat qui sera coopté par le conseil d'administration pour la période expirant à la prochaine assemblée générale. Celui-ci terminera alors le mandat de l'administrateur partant.

Article 21 :

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus sur l'association. Les pouvoirs non réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale appartiennent au conseil d'administration.

Article 22 :

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent et au moins quatre fois par an respectivement.

Il ne peut valablement statuer que si la majorité des membres est présente ou représentée.

Exercice social, budget et comptes

Article 23 :

L'exercice social est l'année calendrier. Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la signature des présents statuts et se termine le 31 décembre 2019.

Le budget des recettes et dépenses pour l'exercice à venir est dressé pour l'assemblée générale ordinaire.

Le bilan et le budget sont soumis pour approbation à l'assemblée générale.

L'assemblée générale désigne chaque année une commission de surveillance composée de deux commissaires aux comptes.

Dissolution

Article 24 :

Au cas où l'accord-cadre à la base de la mise en place de l'association ne serait pas renouvelé et que les procédures de médiation et de conciliation se solderaient par un échec en ce sens qu'un renouvellement de l'accord interprofessionnel serait impossible, l'association sera dissoute suite à une décision d'une assemblée générale extraordinaire.

Dans ce cas ou dans un autre cas entraînant la dissolution de l'association l'actif net sera distribué par un liquidateur à nommer par l'assemblée générale extraordinaire à parts égales entre les membres effectifs avec l'injonction de lui donner une affectation proche de l'objet en vue duquel l'association a été créée.

Luxembourg, le 23 novembre 2018

Pour :

La FÉDÉRATION DES ARTISANS
Association sans but lucratif



Michel RECKINGER
Président



Romain SCHMIT
Secrétaire général

Le CENTRE DE COMPÉTENCES GÉNIE TECHNIQUE DU BÂTIMENT
Groupement d'intérêt économique



Marcel COLBACH
Président



Marc ANT
Administrateur

Le CENTRE DE COMPÉTENCES PARACHÈVEMENT
Groupement d'intérêt économique



Alain KUTTEN
Président



Marc ANT
Administrateur